



HAL
open science

La pauvreté, une piste de recherche et d'action fort heuristique. Tourisme, pauvreté et durabilité

Nadir Boumaza

► **To cite this version:**

Nadir Boumaza. La pauvreté, une piste de recherche et d'action fort heuristique. Tourisme, pauvreté et durabilité: Du tourisme et de l'action contre la pauvreté vers le projet local. 2008. halshs-00573096

HAL Id: halshs-00573096

<https://shs.hal.science/halshs-00573096>

Preprint submitted on 3 Mar 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Nadir BOUMAZA, PR Sciences humaines, UPMF Grenoble
La pauvreté, une piste de recherche et d'action fort heuristique.
Du tourisme et de l'action contre la pauvreté vers le projet local
Avril 2008
nadirboumaza@gmail.com

Contribution à une proposition de recherche action franco marocaine sur le traitement de la pauvreté dans le cadre du développement du tourisme et dans une perspective de durabilité

Résumé:

Ce document de travail propose un cadre théorique et méthodologique à un travail de recherche sur les possibilités de lutte contre la pauvreté par la durabilisation du tourisme, dans le cas du Maroc et plus précisément de Marrakech et de la montagne marocaine. Il porte plus précisément sur les interactions sociales constituées autour de la pauvreté et du déroulement de l'activité touristique.

Nous y discutons des interactions sociales constituées à des échelles sociales et spatiales multiples (internationale, nationale, régionale et locale) par la mise en contact d'activités de détente avec des phénomènes sociaux structurels et locaux et d'acteurs sociaux, économiques et institutionnels fort divers et contrastés.

Nous y construisons une problématisation de l'action sur la pauvreté en situation de « développement touristique » en discutant les questions :

- du renouvellement des approches et des représentations institutionnelles de la pauvreté
- du dépassement des modèles de gestion politique, économique et sociale du tourisme considéré comme activité majeure génératrice d'effets sociaux et culturels contradictoires
- du renouvellement des modèles économiques par la critique écologique et politique d'une activité dont les dimensions internationale et culturelle (la mise en contact) constituent une ouverture pour « l'activation » de la notion centrale du projet local tel que formalisé par Alberto Magnaghi et défendu par Françoise CHOAY¹.

Préambule : Notre réflexion vise la mise en relation de deux phénomènes dont la coprésence considérée comme négative, peut être analysée dans une visée de durabilisation du tourisme et de traitement intégré de la pauvreté.

Une telle démarche associerait un travail de connaissance de la pauvreté urbaine en situation avec la recherche ou la construction de démarches de mobilisation des acteurs du tourisme dans une visée de traitement de la pauvreté à l'aide de l'activité touristique. Une telle recherche permettrait aussi d'explorer les voies de durabilisation du tourisme à partir non plus des modèles constitués de performance ou de régulation mais à partir du réel social par l'expérimentation de filières de tourisme solidaire et par la réflexion sur les interactions entre tourisme, société et fonctionnement de systèmes d'acteurs.

1 MAGNAGI, Alberto, le projet local, mardga ed., 2006, préface de Françoise CHOAY.

Pauvreté, mutations et régulation dans le cas du Maroc

Le Maroc connaît depuis plus de deux décennies des transformations majeures qui ont été ouvertes par l'engagement de réforme majeures dans les domaines de l'économie, de la justice, du droit, de l'éducation etc...

Ces réformes inégalement mises en oeuvre ont été associées à l'expression d'une volonté politique déterminante en faveur du progrès social, des droits à la santé, à l'éducation, au logement et au travail ; elles ont ouvert la voie à une transformation des causes structurelles de la pauvreté et du conservatisme social qui a longtemps caractérisé le Maroc. Il découle de l'interaction de cela avec d'autres phénomènes, un réel progrès économique que traduit un taux de croissance¹ de plus en hausse².

Cette croissance semble se continuer selon le Haut Commissariat au Plan marocain dans ses prévisions pour 2008 (..) d'un taux de croissance qui passerait de 2,2% en 2007 à 6,1% en 2008. Dans cette configuration, le contexte national devrait capitaliser sur la poursuite des réformes sectorielles et structurelles, initiées dans le but de renforcer les structures de l'économie nationale.»³

3. De manière plus intéressante, ces changements qui n'ont pas remis en cause la voie libérale du Maroc, ont toutefois introduit des dispositifs de régulation et de redistribution de la donne économique, sociale et politique. Ils ont également remis en cause les déterminants structurels de l'inégalité et du blocage économique, que sont la pauvreté, l'illettrisme et l'absence de droits de la personne par les programmes de lutte contre les bidonvilles, d'élargissement de l'éducation.

4. De nombreuses années après le changement de cap, il est possible de mesurer quelques effets de cette politique et par la même son effectivité pour constater que cette évolution générale

2« En 2001 et dans un contexte de contre performance du secteur agricole, de morosité de la conjoncture internationale, l'économie marocaine a enregistré un taux de croissance estimé à 6,5% contre 1% en 2000, 3,2% en 2002, 5,5% en 2003 et plus que 8% en 2006 (le taux le plus haut du Maghreb) ». Source Article Wikipedia reprenant les communiqués officiels marocains.)

3 La Lettre Royale du 16 octobre 2001 aux participants au Congrès de l'AITEC sur la pauvreté urbaine tenu à Marrakech, indiquait ainsi que « la lutte contre la pauvreté (..) constitue la plus haute des exclusions et l'ultime atteinte aux droits et à la dignité de la personne humaine (..) représente, en outre, la plus grave menace contre la paix, tant au plan national, qu'aux niveaux régional et international.(..) La lettre se référait à l'adoption par le Roi Hassan II, de la démocratie dans la gestion de la chose publique qui était présentée comme l'un des atouts fondamentaux pour lutter contre la pauvreté, « à travers la consolidation des droits de l'Homme, l'encouragement de l'initiative privée, et la formation des ressources humaines (..) La lutte contre la pauvreté y était rapportée pour ce qui concerne la responsabilité au niveau national à la lutte contre l'analphabétisme et contre l'habitat insalubre, et à la visée « d'un développement rural global et intégré, afin de juguler l'exode rural qui constitue un facteur essentiel de pauvreté urbaine », faisant de l'obtention de résultats tangibles dans « l'éradication de la pauvreté urbaine » la condition nécessaire à la lutte contre au niveau international contre « les causes de la pauvreté, du désespoir, de la haine et de l'exclusion ».

entraîné une réduction effective quoique relative de la pauvreté ⁴, dont la connaissance a également progressé, la chose étant significative.

La phase pilote du Programme de lutte contre la pauvreté en milieu urbain et péri-urbain du PNUD Maroc (1998/2001)⁵ avait permis de valider des approches novatrices de développement économique et social basées sur le partenariat, qui avaient pu être positivement expérimentées . Durant cette phase, et grâce à l'implication de l'ensemble de ces acteurs locaux, des espaces de dialogue et de concertation ont été créés (Comités de Pilotage Communaux), les capacités des acteurs ont été renforcées et 75 projets ont été réalisés dans 9 communes dont celles de Marrakech et de Ben Msik- Casablanca⁶. Cette évolution très appréciable confirme la nécessité d'un développement conjugué de l'économie et d'actions portant sur les facteurs déterminants des possibilités des personnes les plus pauvres, comme le logement, la santé ou l'éradication de l'illettrisme. La réduction effective de la pauvreté à des niveaux encourageants appelle aujourd'hui d'une part une consolidation des efforts et une précision des actions vers les populations les plus fragiles, et d'autre part une attention plus grande à ce qui peut constituer le noyau dur de la pauvreté et aux formes de redistribution de ressources de la croissance.

Le tourisme présente précisément un cas spécifique fort complexe de développement générateur de revenus et d'effets problématiques. Il constitue un domaine particulièrement original et exemplaire pour l'étude de la pauvreté du point de vue de son traitement à partir des domaines économiques les plus importants.

Le cas de Marrakech

Le cas de Marrakech qui ne saurait être appréhendé par sa seule exceptionnalité urbaine, culturelle et économique, se situe à l'opposé des contextes classiques de pauvreté tels ceux des régions rurales défavorisées climatiquement et « géographiquement » ou ceux des bidonvilles et espaces urbains informels de villes.

La pauvreté entendue au sens large de la faible capacité des personnes à se nourrir, se loger, se soigner et non pas seulement par la mesure des ménages disposant d'un revenu inférieur au seuil de l'IDH, y est constituée principalement dans la médina et dans les bidonvilles. Elle est

4. Une enquête nationale (2001, Ministère de la Prévision économique et du Plan) sur la politique de la population a permis de constituer une carte de la pauvreté. Celle-ci qui touchait selon l'enquête, 12 % des familles urbaines et 27,2 % des familles rurales, était « plus criarde dans des régions comme Tadla-Azilal (89,4%), Marrakech-Tensift-Haouz (83%) et le Sud (79,3%) où elle touchait le milieu urbain dans des proportions (respectives) de 89,4 %, 83 % et 79,3 % ». Plus récemment, les données du recensement général de la population et de l'habitat de 2004 ⁵ donnaient un taux de pauvreté de 14,2 % contre 16,5 % en 1994, soit une diminution de 14 %. Présentant une plus forte incidence au niveau rural (22%) la hausse des prix ayant été ramenée sous la barre des 3%. En 2000, la pauvreté semblait avoir été contenue à 2,5%, à 1,4% en 2001, à 2,1% en 2002, à 1,2 en 2003 et 1,5 en 2006. <http://www.undp.org/governance/marrakechdrom/concepts/UNDP>

cozop.com/maroc/un taux de croissance de 6,1% en 2008): « Les équilibres financiers sont progressivement restaurés. De 12% du produit intérieur brut (PIB) en 1982, le déficit budgétaire a été ramené à 2,7 en 2001 et à 3,5% en 2003. Ces perspectives avaient été renforcées par une situation de relative maîtrise de l'inflation, (6,1% en 1995)

5 La vie économique, (Casablanca), 6 août 2002.

6 Les données du recensement général de la population et de l'habitat de 2004 ont permis d'actualiser les indicateurs de la carte de la pauvreté au niveau local le plus fin. Cette baisse de la pauvreté, selon le Haut Commissariat au Plan, a été nettement plus accusée entre 2001 et 2004 qu'entre 1994 et 2001. Près de 50 % de la baisse s'est opérée durant les trois dernières années de cette période de dix ans. Les disparités entre les communes sont également fortes, 348 communes ayant un taux de pauvreté dépassant 30 % et 55 communes et centres urbains ayant un taux inférieur à 5 %. En revanche, 39 communes ont un taux supérieur à 20 %. Le taux minimum est enregistré dans la région du Grand Casablanca (3,5 %). Le maximum est noté dans la région du Gharb-Chrarda-Béni Hassen (20,5 %). Jihane Gattioui, Le matin, 4 mai 2008 .

régulièrement alimentée par l'immigration rurale. Cette pauvreté se manifeste chez des populations actives occupées par le travail artisanal, les services etc. et, au sein de populations marginalisées par l'âge, le mauvais état de santé plus ou moins handicapant, les situations de désaffiliation et de précarisation comme celles de mères de petits enfants, dépourvues de moyens quelconques de logement et de possibilité de s'activer ou encore.

La présence dominante du tourisme dans la ville entraîne des contacts et relations directs entre les pauvres et les touristes, notamment dans les circuits de la médina où la pauvreté devient très visible et se manifeste par la mendicité. Elle est principalement présente dans le reste de la ville, dans les bidonvilles et dans les interstices, où elle participe de la pression à la baisse relative sur les salaires et à l'entretien de conditions de travail difficiles.

Etudier des formes de solidarité active à visée économique avec d'autres manières d'agir sur la pauvreté

La prise de conscience de l'aspect choquant des grandes évolutions internationales et l'échec de nombreux programmes ont progressivement amené la communauté internationale après qu'elle ait été choquée par les manifestations du terrorisme, à réaffirmer la nécessaire priorité de la lutte contre la pauvreté. Ces échecs démontrent en premier lieu et cela se vérifie au Maroc, les faiblesses des dispositifs publics et sociaux qui n'ont pas accompagné la dissolution de rapports traditionnels de solidarité et de protection entraînée par l'exode rural et l'urbanisation accélérée.

Les manières d'aborder la pauvreté ont été modifiées par les résultats de plusieurs sommets internationaux comme celui de Copenhague sur le développement social (1995), comme les contributions de différents groupes de travail d'instances et organismes internationaux. La réflexion sur la dimension sociale de l'ajustement structurel, les travaux du PNUD sur le développement humain, la mise en chantier des nouvelles orientations de la coopération européenne, les remises en question au sein de la Banque mondiale et bien d'autres contributions, un peu partout dans le monde, traduisent cette prise de conscience ».

Mais la mobilisation institutionnelle ne signifie pas pour autant l'accord social sur le traitement de la pauvreté au sein même des pays. Car en effet, les représentations et attitudes dominantes relatives aux pauvres sont celles de leur marginalisation et du conditionnement de l'éradication de la pauvreté au développement. C'est pourquoi, il faut continuer à poser la question des bienfaits économiques, sociaux et politiques de l'éradication de la pauvreté qui, avec le traitement des problèmes sociaux constitue l'une des bases de la construction du bien être et de la paix sociale⁶ (Alexis de TOCQUEVILLE, Raymond ARON)

L'éradication de la pauvreté, l'équité et la justice sociale ne constituent pas des freins à la croissance

Les représentations dominantes sur la pauvreté sont liées aux valeurs constitutives des sociétés. Des populations nombreuses de plus en plus urbaines de pays du sud, continuent de souffrir de la pauvreté, du mal développement et de problèmes divers aggravés par les modes et formes actuels de la mondialisation. Les situations qui en résultent sont très problématiques du point de vue des enjeux de stabilité politique, de santé, de productivité et d'efficacité économique.

Les représentations dominantes de cette pauvreté en Afrique⁷ et en Asie notamment, établissent une hiérarchie de priorité entre développement et lutte contre la pauvreté. Elles relèguent cette dernière à un stade ultérieur, renvoyant souvent la responsabilité de situations à l'histoire coloniale et à la domination occidentale alors que précisément cette domination historique s'est appuyée sur la pauvreté et l'inégalité qu'elle a elle-même constitué. Ces représentations qui ne

⁷Colloque du COMRED AOC/UNESCO-MOST, Les sciences sociales et la lutte contre la pauvreté en Afrique d e l'ouest et du centre, Yaoundé, Cameroun, 2001,

sont en rien originales rappellent les débats des sociétés préindustrielles industrielles du 19^{ème} siècle⁸ sur les obstacles que la pauvreté oppose à la démocratie sociale, économique et politique et surtout à la prospérité qui les a accompagnés.

C'est dire combien il est utile pour les élites et les gouvernants des pays du sud de ne pas répéter les erreurs de certaines catégories patronales et politiques des sociétés européennes et américaines du 19^{ème} et du 20^{ème} siècle.

La question de la pauvreté différencie en effet les sociétés démocratiques des sociétés inégalitaires parmi lesquelles des sociétés pauvres et archaïques qui, depuis des siècles subissent également les dominations des nations riches. Elle est toujours associée à des rapports sociaux contre productifs fondés sur la ségrégation instituée et la domination instituée et codifiée dans des traditions. Son maintien alimente la dépendance des personnes pauvres et le renouvellement de leur domination et exploitation directe ou indirecte dans le cadre d'un ordre social dominé par des systèmes politiques et sociaux. Apparemment stables, les sociétés de pauvreté contiennent des menaces permanentes d'instabilité contradictoire de la paix sociale, du bien être et de la production de richesses pour la quasi totalité des classes sociales. Elles subissent de ce fait des fermetures au monde extérieur comme ce fut le cas du Portugal salazariste, de l'Espagne franquiste, etc.

Nous retrouvons ces situations et les représentations dominantes des pauvres dans le cas de la relation entre tourisme et pauvreté telle que constituée dans les pays touristiques en situation d'émergence ou de croissance inégale et mal distribuée, en Amérique latine, en Asie occidentale, en Afrique du nord et subsaharienne. Les pauvres y sont souvent accusés soit d'être responsables de la pauvreté soit de ne pas se mettre à l'écart et de faire ainsi obstacle au développement touristique. A l'opposé de ces visions et sur la base des expériences des sociétés démocratiques, le projet de recherche en coopération propose de considérer le tourisme comme une ressource contre la pauvreté et comme cadre de redéfinition des bases de la coopération humaine à l'échelle internationale.

Pauvreté, développement et régulation

Dans un pays comme le Maroc, la pauvreté est structurellement liée aux rapports sociaux qui associent aux rapports de domination et à leur mode d'imposition plus ou moins violent, des gestes et actes de charité et de bienveillance, constitutifs de la servitude volontaire (TOZY, M. HAMMOUDI, A., ⁹Elle définit et oriente la rémunération du travail et du service et participe au classement social. Elle constitue pour cela un blocage majeur de la mise à niveau et du développement puisqu'elle oriente les investisseurs (et l'ensemble du modèle économique) vers une pression à la baisse de la rémunération du travail, dont la justification est renvoyée à la compétition internationale. Il en résulte des stratégies d'acteurs économiques qui n'accroissent pas la productivité du travail par l'investissement dans la formation et l'organisation de l'entreprise. Cette pression oriente également les individus vers des stratégies d'allégeance ou de domination sociale plutôt que vers des stratégies de mobilisation par le travail, l'initiative et l'enrichissement du capital social et culturel.

⁸ On se référera avec intérêt aux débats anciens (de TOCQUEVILLE et ENGELS à Raymond ARON) et nouveaux sur les limites de l'analyse de Tocqueville et sur les changements historiques qui ont modifié le débat sur la démocratie, ceux actuels de la « civilité perdue » (Richard SENNET) sans que la question de la pauvreté

TOCQUEVILLE, A. De, De la démocratie en Amérique, Vol. II, de l'individualisme dans les démocraties, Richard SENNET, The fall of public man, N.Y. Alfred A. Knopf, inc; 1974? Trad. A. Bermann et R. Folkman, Les

tyrannies de l'intimité, Seuil, 1979,

⁹ TOZY, M., FNSP, 2006, HAMMOUDI, A.,

Problématique dans le contact avec les touristes, la pauvreté donne lieu également, à des réactions de mise à l'écart qui peuvent être contradictoires des actions d'insertion et d'accompagnement des pauvres. Gênante et contradictoire des discours de lutte contre la pauvreté mais aussi et surtout des choix politiques effectués, la pauvreté active les contradictions entre acteurs. Elle met surtout en relief et ce indépendamment de leur importance et de leur pertinence, les insuffisances des actions dans leur mise en oeuvre et dans leur compréhension par les acteurs publics et sociaux. C'est ainsi que l'action menée ou encore seulement voulue contre la pauvreté appelle une bonne réception et une démonstration de son effectivité et de son utilité et rencontre en même temps des difficultés de mise en cohérence de l'ensemble des actions et dispositions de la puissance publique.

Des problèmes méthodologiques

A la difficulté de constitution du consensus réel et pratique et dans des situations de faiblesse relative de la capacité régulatrice et directionnelle des politiques publiques qui se traduisent par celle des moyens financiers et humains, s'ajoutent, dans les pays du sud, des questions d'approche de la pauvreté et de choix méthodologiques. Il s'agit d'une part des limites des réformes politiques et sociales qui, faute d'aboutir, imposent régulièrement le retour sur les questions fondamentales de redistribution ou de freins sociaux opposés à la réalisation de réformes. Il s'agit ensuite de la définition des stratégies les plus adaptées à la réussite de programmes comme celui du Développement humain défendu par le Roi lesquelles stratégies imposent des actions correctrices des inégalités et blocages structures des plus pauvres et des classes moyennes.

La recherche de stratégies alternatives susceptibles d'apporter des solutions durables et de faire réussir les programmes à forte visée sociale, peut être envisagée dans des démarches concrètes comme celles du projet pour lequel nous étudierons la réalisation de trois objectifs structurels à savoir :

- le repositionnement des pauvres vis à vis de leur propre condition de sorte que la sortie de la pauvreté soit voulue par eux,
- la possibilité donnée aux riches de repenser leur attitude et de valoriser l'éradication de la pauvreté par la constitution de dynamiques dans lesquelles il peuvent se positionner favorablement,

~ la mobilisation des institutions pour une approche stratégique permettant la réflexion, la mobilisation des moyens institutionnels et réglementaires et celle des acteurs sociaux.

Il y aurait ainsi lieu de viser :

- la modification progressive, sans conflit et consensuelle les rapports entre riches et pauvres en remplaçant le travail de simple « réparation » des injustices et des situations bloquantes, par une approche stratégique qui fait du travail social un outil de développement. Cela reviendrait à faire de l'équité et de la redistribution un facteur de dynamisation économique et de régulation sociale dans lequel les riches auraient à profiter de leur position initiale pour réorienter leurs investissements et à les fructifier plus grâce à la rationalisation,
- la construction d'une démarche de durabilité qui est également pensée de façon consensuelle dans la mesure où elle fait évoluer les positions des acteurs vers la recherche de communs dénominateurs avec lesquels l'action publique s'organise et se coordonne.

Cela reviendrait en matière de gestion, à intégrer la question de la pauvreté dans toute démarche sectorielle non pas comme un petit chapitre budgétaire supplémentaire mais comme une méthode pour intégrer les traits du local.

II Méthode et programme

II- 1-De la méthode

Le projet de recherche proposé portera sur l'ensemble des questions abordées plus haut à savoir celles

- 1- de la justification de la lutte contre la pauvreté comme nécessité
- 2- de la connaissance de la pauvreté en situation, en relation, en représentation et de actions ou dispositions pour son traitement et sa résorption, de l'analyse donc des actions,
- 3- de l'expérimentation de démarches innovantes
- 4- de la discussion de la question économique posée dans une perspective intermédiaire entre libéralisme et forte régulation avec le cas étudié des relations entre pauvreté et changement social dans le cadre du développement localisé
- 5- de l'enrichissement des démarches de durabilité, faible ou forte

2- 1- de la justification de la lutte contre la pauvreté :

- Connaître la pauvreté et le champ du tourisme urbain en rapport avec la pauvreté/

Toute action impose la connaissance des sujets et objets d'action qui, en l'occurrence sont :

- les pauvres et la pauvreté, rarement considérés comme des acteurs,
- qui sont également des catégories de touristes et des acteurs locaux constitutifs de ce qui peut faire l'action publique et le développement du tourisme.

La connaissance de la pauvreté peut surtout consister à connaître les pauvres et à les percevoir comme des personnes et des sujets, à les aborder à partir des représentations des pauvres par les autres et par eux mêmes. Ils peuvent également appréhender les dispositions, les expériences de situation et ce qu'elles ouvrent comme possibilités d'action, de don et d'échange, de mobilisation des acteurs bénévoles et sensibilisés dans une visée de durabilité et surtout d'organisation d'autres manières d'organiser le tourisme.

La connaissance de la relation du touriste au pauvre sera effectuée par le récit du contact, de la rencontre et des réactions, attitudes que devront prolonger les interrogations sur les représentations de la pauvreté et des personnes rencontrées , sur les dispositions telles que constituées par les constats, analyses et jugements.

Cette relation sera étudiée auprès d'acteurs du tourisme de différents types, ceux qui veulent cacher la pauvreté avec les embarras des situations et ceux qui voudraient voir disparaître la pauvreté et « faire quelque chose ».

Pour cela et pour faciliter le changement de perception et d'attitude, nous nous intéresserons à la perception de la pauvreté considérée comme nuisance pour le tourisme à travers le recueil de discours que les enquêteurs devront rapporter à l'expérience des enquêtés, à leur représentation du monde local, du tourisme et à leur positionnement considéré comme premier facteur explicatif de l'opinion.

– la connaissance comparée des mondes sociaux

Des mondes...

Nous proposons aussi d'appréhender en même temps, les deux mondes fort contrastés sur lesquels nous travaillerons. Les deux domaines du tourisme et de la pauvreté, constituent des objets, des enjeux et des organisations opposés, fort différenciés et constitutifs de « mondes » qui sont en relation sous des formes considérées comme néfastes pour l'économie, l'image. Ils forment également une possibilité de rapprocher des mondes séparés grâce à la solidarité et la morale. Cette relation permet d'introduire de façon plus efficace l'éthique comme « régime de grandeur » (Luc Boltanski), interrogeant également les modes alternatifs possibles à la façon d'organiser ou de panacher les modèles de consommation touristique ou les relations sociales induites par la relation touristique.

...aux catégories

Une telle approche permettrait d'interroger les « catégories » d'analyse, celles notamment de touriste ou de pauvre et de riche. Nous pourrions ainsi travailler de façon fondamentale avec une visée d'application réformatrice et transformatrice des relations sociales (celle des rapports de domination entendus au sens de Pierre BOURDIEU) qui ne s'ingère pas dans le rapport social (par le jugement porté sur les « riches », les « patrons », les « spéculateurs », les « touristes européens », « les pauvres » vrais ou faux, « le peuple » noble ou vil, etc.).

– La connaissance du pauvre : Nous avons vu la nécessité d'une connaissance de la pauvreté pour le dépassement des représentations qui enlèvent au pauvre sa subjectivité et ses capacités de positionnement et de définition de projet alors que ce dernier est indispensable pour la sortie de la dépendance alimentaire et vitale.

La connaissance de la pauvreté qui peut être esquissée à partir de données générales se doit d'être affinée à l'échelle de petits échantillons permettant de descendre au niveau des individus, de leurs représentations et de leurs appartenances passées et présentes. Cette connaissance gagnera à être structurée en situation et par rapport à des trajectoires.

– 2- de la connaissance de la pauvreté en situation, en relation, en représentation et des actions ou dispositions pour son traitement et sa résorption, de l'analyse donc des actions.

Evaluer les actions existantes

Au Maroc comme d'autres pays arabes, les programmes de lutte contre la pauvreté consistent le plus souvent à réaliser des opérations de développement économique, social et culturel dans des espaces ou secteurs d'activité considérés comme producteurs de pauvres.

Rarement ciblées sur des groupes de personnes parce qu'elles visent des effets sur les causes structurelles, ces actions présentent des résultats d'ensemble qu'il importe d'évaluer. Dans leur efficacité même, en termes de réalisations d'objectifs. **L'évaluation** permet également de dégager les leçons des actions, de vérifier les méthodes. Elle offre ensuite la possibilité d'identifier des démarches innovantes notamment celles qui consistent principalement à transformer la relation de domination qui enferme les pauvres dans des rôles et de situations d'assistance et de dépendance vis à vis aux autres groupes sociaux.

L'analyse des actions concernant la pauvreté conduites ou envisagées sera menée non pas en termes d'expertise mais avec une visée d'inscription de l'action dans des objectifs qui atteignent directement les conditions de vie des pauvres. **L'enjeu** consiste là à permettre aux pauvres de **s'engager dans des trajectoires dynamiques encadrées** dans des champs d'actions et dans des relations interpersonnelles susceptibles de pallier aux lacunes des dispositifs classiques. Car en

effet si la croissance profite plus aux riches qu'aux pauvres, que l'on parle de pays ou de catégories sociales, les actions menées avec des ciblage thématiques tendront à bénéficier aux moins démunis de réseaux et de ressources personnelles.

3- de l'expérimentation innovante :

Ouvrir l'enquête aux proposition, revoir les démarches vis à vis des pauvres

Le présent projet propose l'exploration de pistes de mobilisation solidaire. Il s'appuie sur les inquiétudes et les positions critiques de la société civile internationale face à un **développement inégalitaire, largement relié à la mondialisation**. Innover dans la définition de l'action.

Nous nous intéresserons aux expérimentations de prise en compte de la pauvreté par évitement ou par engagement en faveur des pauvres ou de la ville avec étude des pistes d'aménagement et d'organisation de l'activité touristique telle qu'elle peut être envisagées par les acteurs : aménagements des circuits, gestion du déplacement des touristes, pistes de solidarité internationale et locale constructrice par la coopération solidaire, la mobilisation des ONG et associations des mouvements caritatifs et autres ?

Une autre manière d'agir sur la pauvreté peut être envisagée sous forme d'adaptation de postes de travail, d'organisation de partenariat entre des organisations de pauvres ou d'action sur la pauvreté et des acteurs économiques comme les opérateurs du tourisme.

Des organisations économiques comme des associations de production peuvent ainsi être parrainées par des sponsors économiques touristiques pour l'écoulement de leurs produits, la mobilisation solidaire entre collectivités locales occidentales et des acteurs économiques peut proposer des actions sociales et culturelles en faveur de personnes et groupes touchés par la pauvreté et grâce auxquelles des clientèles touristiques spécifiques peuvent être gagnées et générer des formes touristiques innovantes du point de vue de l'organisation du circuit et des programmes.

4- Notre projet interroge la question de l'action et la question économique :

L'action publique comme cadre de réflexion sur le tourisme ou la pauvreté et plus largement comme cadre pour aborder localement la question du projet économique, social et culturel de la cité , façon également de décliner la question au niveau national et comme cas pour l'analyse internationale.

L'action contre la pauvreté ne peut être réduite comme nous l'avons vu à des services sociaux et doit tendre vers un double objectif de :

- coordination des visées et des approches d'acteurs et
- de construction d'une démarche stratégique orientée vers un objectif de projet global dans le quel la pauvreté constitue une préoccupation et un cadre, l'objectif étant celui du développement durable appuyé sur le tourisme considéré comme activité motrice
- de contribution de l'approche intégrative de la pauvreté à la définition d'un projet local

Il est intéressant pour cela de réfléchir au fonctionnement des structures de l'action administrative et institutionnelle existantes et notamment à la coordination qui est mal faite, mal orientée ou négligée pour diverses raisons structurelles et conjoncturelles.

La perspective d'une utilité générale et nécessaire de l'éradication de la pauvreté et d'une intégration des objectifs d'éradication aux contextes locaux constitue l'un des champs de réflexion majeure. La pauvreté serait ainsi considérée comme le tourisme ou la construction comme un élément déterminant de la définition du projet local, susceptible d'éclairer une facette du local et de faciliter la construction du projet local qu'il soit urbain ou social ou culturel.

Une approche en termes d'action publique construite localement autour du projet local, permet d'aborder des questions plus larges de choix économiques et politico-culturels.

- de la discussion de la question économique et politique:

par son efficacité et ses effets positifs sur l'ensemble des transformations sociales et sur les secteurs d'activité qui sembleraient les moins proches des domaines d'action contre la pauvreté avec le cas du tourisme à Marrakech. Elle est de ce point de vue une contribution à l'actualisation de la pensée en sciences sociales telle que située dans le débat économique et sur la régulation et en écho aux travaux de ré-interrogation de la pensée de Tocqueville, de la question économique telle que constituée entre les approches libérales ou néolibérales et les approches régulationnistes d'une part et ce que propose d'autre part et des travaux de « l'économie des conventions » et de sociologie des acteurs.

La question politique

La régulation ne peut être pensée qu'en fonction des intérêts, des modes d'historicisation de ces intérêts, ceux des acteurs du tourisme, des catégories de patrons, de dirigeants, d'élus, etc. Plus largement, la durabilité interroge la conduite de l'action publique et des relations entre intentions, possibilités, intérêts et finalités. Elle offre la possibilité de définir le contrat social sur la base du projet local (Alberto MAGNAGHI) et du contrat intergénérationnel.

Elle permet de raccorder les domaines d'actions conventionnellement séparés entre le niveau vertical de l'économie, de l'administration, etc. et le niveau horizontal du territoire.

A propos de l'ouverture nécessaire des débats économique, social, culturel et politique par la durabilité

La question de la durabilité permet étonnamment d'ouvrir les débats, politique, économique, social, culturel sur des questions aussi difficiles que celles de

- la pauvreté économique au sens où la durabilité ne peut être construite en dehors de champs structurés de l'économie de marché dans ses versions diverses et dans ses fonctionnements orientés par les types de capitalisme analysés comme capitalismes « régionaux » (américain, européen, chinois, indien, marocain, ..) ou comme capitalismes « productifs » (ceux du pétrole, des services, de la « e-economy », de Tata (Union indienne) ou des grands groupes chinois,..)

- les modes de régulation se différencient eux mêmes à l'intérieur du couple des politiques économiques néoclassique ou néokeynésienne parmi lesquelles il faudra aller chercher les particularismes des politiques économiques des Etats « autoritaires » comme celle de l'état chinois ou « semi-autoritaire » comme l'état marocain, à travers leurs formes stables et transitionnelles.

- La leçon de l'histoire étant celle de la capacité des hommes à gérer le conflit par la négociation et l'arrangement plutôt que par la violence (de l'autorité, du pouvoir et de l'argent, de la révolution « populaire » le terrorisme, etc.), il importe pour les sciences humaines de travailler sur la polémologie et la gestion sociale des conflits, sur la régulation et les productions sociales, sur les acteurs (intentions, éthique et morale mais également contextes d'actions, effets d'organisation et de relations sociales constituées dans et par les proximités et séparations sociales, les idéologies et cultures constituées dans les représentations, les textes et doctrines, les situations dont la fête, la rencontre, les relation d'échange marchand qui est également sociale et culturelle.

- de l'enrichissement des démarches de durabilité

Sur le plan culturel, le débat ouvert par la durabilité oppose non pas les idéologies ou les écoles économiques mais les systèmes productifs, les types d'entrepreneuriat, les dispositions et choix moraux ou éthiques concernant les générations et l'homme en général, ce débat transcendant sans effacer les oppositions d'intérêt de situation entre riches et pauvres (pays ou groupes sociaux). Il propose de reconvoquer et d'utiliser la discussion ouverte par Françoise CHOAY à partir de l'opposition ancienne entre courants « progressistes » (fonctionnalistes ou productivistes) et les courants culturalistes avec les modèles vernaculaires et certaines productions modernes (la cité jardin, l'économie des produits bio, etc.).

- Ce débat propose également la discussion des relations de travail et d'échange et celle des organisations (administratives, familiales, entrepreneuriale, etc.) ou encore la question générale de l'approche publique et privée des liens entre économie, ville territoire, services et de la gestion des transformations contemporaines et surtout celle de la finalité et de la finalisation des actions collectives telles que constituées à l'intérieur des institutions de l'état, de l'entreprise, de la famille, des communautés etc.

Il en est ainsi en effet de la question des modèles de tourisme qui véhiculent des modèles de production, de division des tâches, de relations de travail, des idées et des organisations .

\$- La durabilité comme objectif et comme analyseur

Se posent aussi les questions de la méthodologie de l'action tant en matière de définition de stratégies économiques que de mise en oeuvre de ces stratégies avec des visées globale liées, de durabilité et d'efficience par la coordination de l'action publique et la mobilisation des acteurs.

Quelles possibilités sont ainsi offertes par les situations économiques, sociales, culturelles et politiques locales à la lutte intégrée de la pauvreté ?

Nous défendons ainsi une démarche pragmatique dans une visée d'exploration de pistes d'actions sur la pauvreté par le « travail » de durabilisation du tourisme. Elle privilégie la relation d'acteurs aux phénomènes sociaux et la remise en cause de représentations et segmentations entre secteurs de la vie sociale. Nous mettrons en vérification les hypothèses de non indifférence des acteurs du tourisme à la pauvreté, de non contradiction entre l'action contre la pauvreté et de promotion du tourisme , de l'existence de pistes d'actions et de secteurs d'investissement comme ceux d'un tourisme éthique et de construction d'une action publique ciblée, par la mobilisation participative des acteurs .

-La durabilité comme objectif consensuel, comme méthode et comme ruse pour la réforme

- la durabilité est un objectif consensuel fonctionnant autant comme idéologie que comme ensemble de programmes fédérant des intérêts et des finalités très différentes.

Elle présente plusieurs avantages scientifiques et actionnels dont celui du caractère d'idéologie consensuelle. C'est notamment la possibilité de travailler sur la relation entre élément et structures ou sur les interactions.

Prenons deux exemples :

- la participation habitante est un « mot d'ordre », une conditionnalité, une valeur.

Elle permet d'améliorer la réception de l'action publique et la mobilisation des acteurs mais aussi le contrôle de l'action tant du point de vue des agents sociaux (intérêts, détournements,

compréhensions, etc.). Elle permet aussi de construire la relation d'acteurs principalement entre entreprises et clients ou partenaires comme avec les usagers. Cette construction pacifie et régule la production des services publics (nettoyage, distribution d'eau, etc.) les relations sociales que sont les relations de travail, dont la relation hiérarchique etc. mais également les relations entre l'état et les citoyens , entre les institutions administratives et de service et les institutions politiques.

Dans notre domaine, la participation des pauvres est habituellement écartée du fait de représentations négatives qui réduisent les pauvres à des figures de personnes dépendantes, illettrées, incapables de penser leur situation et leur évolution. Il importe contre cela de connaître et faire connaître la pauvreté et les pauvres , c'est à dire de les identifier dans leurs diversités situationnelles, leurs compétences voire leur expérience et leur savoir.

- La prise en compte du social dans le développement économique

Cette question est toujours abordée du point de vue de la non séparation entre le social et l'économique, le social ayant été longtemps appréhendé comme un domaine non économique constitué dans la sphère domestique ou privée ou en amont dans les situation de retraite de chômage, etc. L'expérience des pays européens constitué avec la crise économique des années 70-80 et la disparition du plein emploi a montré l'importance de l'accompagnement social des mesures économiques et des dispositifs d'insertion dans lesquels la formation mais également l'approche globale des situations de vie permettaient de traiter les handicaps liés à la discrimination, à la ségrégation et à l'appartenance ou aux trajectoires personnelles. Ainsi conviendrait il d'étudier à propos de pauvreté , les facteurs individuels et semi-collectifs constitutifs de rupture ou de difficultés de positionnement ou d'exercice professionnel.

En conclusion,

Ces pistes de travail devraient selon nous apporter des compréhensions utiles à l'action, d'un dimension majeure des questions économiques et sociales d'un pays comme le Maroc. Elles s'inscrivent dans une démarche plus large d'étude des déclinaisons de la durabilité en fonction des contextes. Elles contribueraient à l'éclairage de questions fondamentales concernant l'action collective en matière de développement et de gestion territoriale et par là même à un approfondissement des sciences du territoire et de l'action dans un dépassement des distinctions entre pays du nord et pays du sud.

Nadir BOUMAZA, Avril 2008